Les casques bleus sud-africains pris en otage en échange de El Bashir

APA, 17-09-2015 Khartoum (Soudan) - L'armée soudanaise a pris en otage les casques bleus sud-africains au Darfour afin de s'assurer que le Président Omar El Bashir qui participait au sommet de l'Union Africaine (UA) qui se tenait à Johannesburg en Afrique du Sud ne soit pas arrêté dans ce pays, a indiqué la presse sud-africaine. Selon Réseau Afrique du Sud 24, environ 1.400 soldats sud-africains présents au Darfour dans les bases militaires de l'ONU à Kutum, Mellit, et Malha ont été encerclés par des soldats soudanais lourdement armés.

Le porte-parole de l'Union des Forces de Sécurité Sud-Africaine, Pikkie Greeff, a confirmé cette information. L'armée soudanaise ne s'est retirée de ses positions qu'une fois que El Bashir a quitté l'Afrique du Sud. « Cela se résume à un chantage en menaçant de guerre quelqu'un » a affirmé le Greeff. « Nous sommes préoccupés par la sécurité de nos soldats parce qu'ils sont au Darfour pour maintenir la paix et non pour une guerre conventionnelle » a-t-il indiqué. Les Forces de défense nationale sud-africaine (SANDF) ont confirmé dans un communiqué qu'il y avait un « mouvement de troupes soudanaises », mais elles ont considéré que ces mouvements de militaires soudanais ne représentaient pas « une menace sérieuse pour les troupes sud-africaines dans ce pays ». Lundi, le président soudanais Omar El-Bachir qui a abrégé sa participation au sommet de l'UA à Johannesburg, est arrivé à Khartoum en dépit d'une ordonnance du tribunal sud-africain lui interdisant de quitter le pays. Le président est arrivé à l'aéroport de Khartoum aux environs de 18h50, heure soudanaise. Des centaines de partisans et militants du Parti du congrès national au pouvoir se sont rassemblés à l'aéroport pour accueillir le président. Un tribunal de Pretoria avait, lundi après-midi dernier, ordonné que le gouvernement sud-africain arrête le président Bachir accusé de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. Le tribunal a été plus tard informé par l'avocat du gouvernement que le président soudanais avait quitté le pays.